

la carte blanche

Elio Di Rupo
Président du PS

Notre combat social dépasse la frontière linguistique

La nouvelle majorité reproche au Parti socialiste de communautariser le débat sur le programme de la suédoise. Elio Di Rupo souligne que son parti se mobilise face à la nomination de Théo Francken au poste de secrétaire d'Etat pour défendre les valeurs démocratiques qui ont fait la grandeur de notre pays. Une mobilisation qui résonne aussi en Flandre via le SP.A.

Ces derniers jours, certains observateurs ont écrit que le PS avait opté pour une opposition communautaire. Notre opposition vigoureuse au gouvernement fédéral de droite montrerait que nous aurions perdu foi en la Belgique et que nous nous redéployerions sur la Wallonie et Bruxelles.

Permettez-moi de formuler une série de réserves sérieuses à cet égard. Il y a quelques mois, le PS a mené une campagne électorale entièrement axée sur le socio-économique. Nous maintenons cet accent sur le socio-économique maintenant que le PS est dans l'opposition au niveau fédéral.

Alors, oui, bien sûr, le PS s'exprime depuis l'opposition, au Parlement fédéral et en dehors. Avec 23 élus à la Chambre, nous sommes le plus grand parti de l'opposition et, avec le SP.A, la plus grande famille politique de notre pays.

Oui, nous nous opposons avec force à des mesures telles que le saut d'index, qui diminue le pouvoir d'achat des familles. Et nous refusons que les économies en soins de santé se fassent sur le dos des patients.

Nous avons également démontré que le gouvernement fédéral a abandonné le combat contre la fraude fiscale et qu'il incite lui-même à la fraude via un mécanisme de régularisation cachée.

Et, oui, nous affirmons qu'un gouvernement qui fait peser l'essentiel des efforts sur les travailleurs et les familles et qui ne demande pas de contribution des grosses fortunes est fonda-

mentalement injuste.

A côté de ces discussions essentielles sur la création d'emploi et le bien-être de la population, le débat politique est il est vrai également déterminé par des thèmes qui ne sont pas socio-économiques.

En tant que représentants d'une grande partie des Bruxel-

lois et des Wallons, il est de notre devoir de défendre leurs intérêts. Or, ces intérêts sont sans aucun doute mis en péril dans la coalition actuelle, où le seul parti francophone, le MR, représente seulement 25 % des francophones. Il ne s'agit pas d'une question purement communautaire ou d'une preuve de régionalisme plus prononcé, comme certains le suggèrent, mais d'une préoccupation légitime dans un pays qui repose sur une longue tradition d'équilibres entre les différentes communautés.

Un autre sujet a malheureusement animé les débats : l'agitation concernant deux membres N-VA du gouvernement fédéral.

A ce sujet, je serai bref mais clair : toute personne véritablement attachée à la tolérance et à la lutte contre les discriminations doit réagir quand un membre du gouvernement témoigne de mépris à l'encontre de certaines minorités de notre pays. Et c'est certainement le cas pour le PS, un parti progressiste qui a la lutte contre le racisme et les inégalités dans son ADN.

Ce n'est pas un dossier communautaire. D'Ostende à Arlon, les citoyens ont réagi de manière plus ou moins importante. Au Parlement, les interventions de nos députés ont été suivies de réactions similaires de collègues néerlandophones.

Il en va de même au sujet des propos relatifs à la collaboration. Le SP.A (sa cheffe de groupe Karin Temmerman a demandé la démission du Secrétaire d'Etat Theo Francken avant même le PS), Groen, le PVDA, la Ligue des droits de l'homme, les organisations juives et des historiens des deux côtés de la frontière linguistique

ont également condamné les tentatives de justification de la collaboration avec l'occupant nazi.

Le PS ne fait donc en aucun cas le choix d'une opposition communautaire, mais se mobilise pour défendre les valeurs qui nous caractérisent et qui ont fait la grandeur de notre pays.

Nous mènerons une opposition basée sur un projet social juste, qui dépasse les frontières (linguistiques). Comme je l'ai dit au début de ce mois lors de notre congrès de rentrée à Tubize, nous mènerons le combat contre les mesures antisociales avec toutes les forces progressistes du nord et du sud du pays. Nos propositions pour plus de justice sociale ne s'arrêtent pas à la frontière linguistique. Nous les défendons pour les Wallons, les Bruxellois et les Flamands qui travaillent ou cherchent un emploi et ont droit à une protection sociale forte et à des soins de santé de qualité et accessibles ; pour les mères célibataires qui travaillent en Flandre,

à Bruxelles et en Wallonie, qui risquent de perdre une partie de leur salaire à cause des mesures gouvernementales ; pour les ménages dont le pouvoir d'achat sera affecté, qu'ils vivent en Flandre, en Wallonie ou à Bruxelles, et ainsi de suite.

Ce qui est vrai, c'est qu'à cause du choix des quatre partis gouvernementaux, et en particulier du MR, l'opposition que vous entendrez au Parlement fédéral sera plus souvent francophone et, effectivement, de gauche. Ceux qui utilisent ce fait pour réduire notre action à un positionnement communautaire utilisent le même type de discours que ceux qui présentent la Belgique comme la somme de deux démocraties homogènes.

On peut se demander si certains n'ont pas intérêt à communautariser nos interventions. Ainsi contribuent-ils aux prophéties autoréalisatrices dont d'autres voudraient tellement qu'elles se concrétisent. Une fois encore, ce n'est en aucun cas l'objectif du PS. ■